



Hollande et Valls à Toulouse, la Cgt se fera entendre!

Après les promesses de printemps faites au MEDEF, l'ovation de leur politique de droite à l'université d'été patronale, François Hollande et Manuel Valls ont choisi Toulouse, les 9 et 10 octobre, pour décliner leur pacte d'austérité.

Profitant du congrès de l'Association des Régions de France (ARF), ils viennent confirmer aux élus régionaux leurs orientations en matière de réforme territoriale. Regroupement des régions, nouvelles intercommunalités, transferts de compétence et mise en concurrence des territoires sont au menu.

Il s'agit d'un projet de privatisation des territoires et de la puissance publique. Il s'agit de « territoires entreprises » gérés comme tels, brisant toute régulation publique et exclusivement tournés vers les besoins du capital !!

Non, l'austérité et la politique de l'offre ne sont pas la solution, elles sont le problème !!

Les conséquences pour les populations et les salariés seraient terribles, elles se caractériseraient principalement par :

- ✓ L'institutionnalisation de la mise en concurrence des normes et des droits des salariés entre territoires. C'est tout l'édifice homogène et national du droit du travail qui serait détruit, y compris la protection sociale
- ✓ L'abandon accru de la présence des services publics et la réduction drastique des services et administrations de l'Etat, notamment l'échelon départemental et régional.
- ✓ La suppression d'échelons démocratiques de proximité et le renvoi des décisions à d'obscures instances de plus en plus éloignées des citoyens.
- ✓ La mise en œuvre d'un vaste plan social permettant la suppression de milliers d'emplois publics locaux et à terme de nouveaux déserts territoriaux.
- ✓ La mise des collectivités locales sous tutelle complète des grands groupes privés, notamment du BPT et des sociétés de services
- ✓

Une politique anti sociale et anti économique.

Cette réforme participe à la baisse de 50 milliards des dépenses publiques votées par l'assemblée nationale. Diminuer les dépenses publiques utiles, racketter par l'impôt le contribuable, non pas pour diminuer le déficit public (il reste sensiblement constant d'une année sur l'autre) mais pour exonérer le patronat de toute contribution sociale : telle est la politique économique de Hollande et Valls. Elle entraîne le pays dans le chômage de masse, la récession et la misère : elle est tout entière au service des rentiers et nantis.

De plus, c'est toute expression sociale qu'entend étouffer le gouvernement. Une telle politique de mépris des citoyens ne peut que renforcer l'incompréhension, le désarroi et l'exaspération. En fermant la porte à toute perspective sociale, comme l'avait fait Sarkozy, il permet au Front National de prospérer sur la misère.

Preuve supplémentaire : l'affirmation du président d'inscrire dans la constitution le rôle du dialogue social et la place des grandes organisations représentatives s'est transformée, sur injonction du Medef, en remise en cause des seuils sociaux privant ainsi des millions de salariés de toute représentativité.

Des alternatives existent : elles passent par l'intervention des salarié-e-s.

Relancer le pouvoir d'achat

Les dividendes ont augmenté de 30% en 2013. Quel scandale en pleine crise !

Pour un autre partage des richesses, il y a urgence à revaloriser les minima sociaux, les pensions et les bas salaires afin d'assurer une véritable justice sociale.

Le SMIC doit immédiatement être porté à 1700 € et des négociations salariales doivent s'ouvrir dans toutes les branches professionnelles.

Relancer l'emploi partout !

Redonner du pouvoir d'achat contribue aussi à mettre fin au chômage de masse entretenu par les politiques d'austérité.

Face à une économie qui stagne, la relance par la consommation contribue positivement à l'activité. L'investissement dynamique dans la recherche, la formation, l'éducation, la santé, les infrastructures est indispensable pour relancer l'emploi et éviter la spirale déflationniste.

Il faut mobiliser l'ensemble des moyens financiers publics et réformer en profondeur le système bancaire pour en prendre le contrôle.

Il faut conditionner toute aide aux entreprises au respect de critères précis en termes d'emploi, de salaire, d'égalité professionnelle femmes/hommes.

La protection sociale !

Alors que de plus en plus d'assurés sociaux renoncent à des soins nécessaires, que les personnels hospitaliers croulent sous les tâches du fait de l'ampleur des sous-effectifs, le gouvernement entend donner un nouveau tour de vis en 2015.

Sans aucun état d'âme, il amplifie les politiques de rationnement. Ainsi pour 2015, la non revalorisation des prestations familiales, des pensions d'invalidité et des rentes accidents du travail-maladies professionnelles devraient s'ajouter aux restrictions déjà décidées.

Le 9 octobre toutes et tous agissons

SALAIRES, PENSIONS, EMPLOI, SERVICES PUBLICS, PROTECTION SOCIALE

8h diffusion de tracts aux congressistes

Rassemblement à partir de 10h

Centre des congrès Pierre Baudis

STOP A L'AUSTERITE !